

EMPRISONNEMENT DES ENFANTS, **CRIMINALISATION** DES JOURNALISTES, DES LYCEEN.NE.S, DES ETUDIANT.E.S, DES SYNDICALISTES, DES GILETS JAUNES, DES ETRANGERS/ERES AVEC OU SANS PAPIERS. **DISSOLUTION** DU CCIF...

MARCHE VERS LA REPRESSION GENERALISEE IL EST TEMPS DE DIRE **STOP!**

On ne peut plus le nier : il y a une accélération de la fascisation chez ce pouvoir aux abois. Nous devons faire face à des attaques tous azimuts contre : l'assurance-chômage, les retraites, la liberté de la presse, la laïcité, les enfants et les adolescents, les libertés fondamentales, le droit de manifester, voire de militer.

Dans le même temps, les dirigeants de l'État français, sous la coupe de l'Union Européenne, du FMI et de la Banque Mondiale, sont incapables d'assurer notre sécurité sanitaire (massacre de l'hôpital public français, non-planification depuis le début de l'épidémie, en laissant le marché « assurer » le service... payant bien sûr), notre sécurité financière (presque 10 millions de pauvres en France, 300 000 SDF : un chiffre qui a triplé en presque 20 ans), notre sécurité alimentaire (les associations humanitaires trouvent des familles affamées comme ça n'est pas arrivé depuis la seconde guerre mondiale), voire notre sécurité tout court (en continuant de faire des affaires avec des pétromonarchies liées au djihad-terrorisme, en fléchissant l'activité de la police sur la répression des opposants associatifs, syndicaux et politiques, ou en attisant les braises de la division raciste).

Bien sûr, tout ceci n'est pas une « erreur ». C'est la crise du capitalisme. C'est leur politique pour faire payer aux travailleurs la crise de leur système capitaliste impérialiste. C'est la résistance à leur impérialisme prédateur pour la faire payer aux peuples que l'on voit en Chine avec ses réussites économiques et sociales et en Bolivie, au Venezuela et à Cuba socialiste.

Les peuples du monde ne sont plus dupes. Et en France, la conscience populaire, telle qu'elle s'est

montrée avec les luttes syndicales, avec les Gilets Jaunes, avec le mouvement contre le racisme et les violences policières, mais également telle qu'elle s'exprime dans tous les quartiers populaires des villes et des campagnes, est un problème pour les macroniens.

Alors, pour résoudre ce caillou dans la chaussure, 3 mots : réprimer, diviser, terroriser.

Réprimer fortement toute contestation, par l'utilisation massive de matériel de guerre urbaine (LBD - si possible, en visant la tête -, grenades de désencerclement, gants de frappe, etc.). Empêcher de photographier ou filmer des actes policiers délictueux lorsqu'il y en a. Menacer d'attaquer - au sens propre comme au figuré - les journaliste et citoyens qui le feront (projet de loi dit « de Sécurité Globale »).

Diviser, par l'utilisation de l'islamophobie (projet de loi contre le « séparatisme » - même s'il a changé de nom), de la peur de l'autre, du migrant, du sans-papier, du musulman, de la musulmane, de l'association suspecte au soi-disant double-discours. Terroriser, par l'utilisation de méthodes contraires aux droits humains. Nous pensons évidemment, entre autres, aux gardes-à-vue récentes d'enfants de 10 ans et moins.

C'est parce que la classe dominante mesure parfaitement la colère sociale montante, lourde de révolte sociale contre le système capitaliste, qu'elle anticipe en se dotant de moyens légaux (loi de sécurité globale, loi sur le séparatisme, loi sur la recherche qui prévoit la pénalisation des mouvements étudiants) et en créant les conditions idéologiques (islamophobie d'Etat, instrumentalisation de l'émotion suit au crime horrible de Samuel Paty, etc.) d'une répression des mouvements

ON T'A RECONNU TOI ET TA BANDE!



sociaux.

Dans ce climat où nous devons faire front de toute part, avec les syndicats, les soignants, les professeurs, les commerces de proximité, les familles paupérisées, la culture en danger, les licenciés, les sans-emplois, les sans-papiers, etc., il ne faut rien céder à l'unité et se méfier de tout écran de fumée qui peut être dramatique pour les personnes concernées.

Ainsi, nous appelons à soutenir massivement cette association de lutte contre les discriminations qu'est le Comité Contre l'Islamophobie en France (CCIF), menacée de dissolution par la bande à Darmanin. Contrairement au battage médiatico-politique dont il fait l'objet (sans le début d'une preuve de quoi que ce soit), le CCIF est tout simplement une association qui aide juridiquement et psychologiquement les personnes musulmanes (dont beaucoup de femmes) victimes de violences et de discriminations à aller en justice. C'est tout. Mais c'est fondamental pour toutes celles et ceux qui en ont besoin.

Pour que nous n'ayons plus à réciter « *Quand ils sont venus chercher..., nous n'avons rien fait et quand ils sont venus me chercher, j'étais tout seul* ».

Prenons notre responsabilité.

Prenons notre courage politique en main. Résistons!